

OTC

Les Arméniens peuvent circuler en toute sécurité sur la section contrôlée par les Azéris de la route Goris-Gapan, rassure Erevan

Les citoyens arméniens peuvent circuler librement et en toute sécurité dans la province méridionale du Syounik, sur la section de la route reliant l'Arménie et l'Iran passée sous contrôle de l'armée azérie, a insisté lundi 1^{er} novembre un responsable arménien de la sécurité. Cette section de 21-kilomètres d'une route hautement stratégique fait partie des zones frontalières contestées bordant le Syounik qui avait été cédées, sur fond de controverses, par le premier ministre arménien Nikol Pachinian à l'Azerbaïdjan après la défaite arménienne dans la guerre de l'automne dernier au Karabagh. Les forces azéries y ont installé un checkpoint le 12 septembre, où elles taxent les camions iraniens transportant des marchandises vers et depuis l'Arménie. Cette mesure a provoqué de perturbations graves dans les échanges entre l'Arménie et l'Iran et des tensions dans précédent entre Bakou et Téhéran. Les responsables locaux du Syounik ont accusé à plusieurs reprises les officiers azerbaïdjanais de contrôler voire taxer aussi des chauffeurs arméniens et leurs passagers à ce même poste de contrôle sur la route qui relie aussi les villes régionales de Goris et Kapan. Fin septembre, des garde frontières russes et arméniens avaient d'ailleurs commencer à escorter les véhicules arméniens empruntant cette route. "Elle est sûre", a souligné Aram Hakobian, un directeur adjoint du Service de sécurité national (SSN) en ajoutant :

“J’étais là bas hier ; c’est très sûr !” “C’est vrai, des représentants de l’Etat voisin [Azerbaïdjan] sont présents, mais ils n’arrêtent pas les citoyens arméniens”, a-t-il insisté devant les journalistes. Quant aux informations faisant état de tracasseries azéries, il a affirmé ne pas en avoir connaissance. En d’autres termes, l’intrusion azérie et ses conséquences concernent avant tout les relations entre l’Iran et l’Azerbaïdjan, tant que les véhicules arméniens ne sont pas inquiétés ! D’ailleurs, Erevan semble avoir tiré un trait sur cet axe, qui va être contourné par une route plus à l’intérieur des terres arméniennes, dont la construction devrait être achevée à la fin novembre, comme l’ont promis les autorités arméniennes à l’Iran.

2.Les Nouvelles d’Arménie

2 novembre 2021

Les Arméniens persistent à bouder le masque malgré la hausse des contaminations

Les chiffres des contaminations au coronavirus sont toujours plus alarmants en Arménie, plus de 1000 personnes sont décédées le mois dernier des suites du covid-19, mais rares sont les Arméniens qui se décident à porter le masque, dont le port en extérieur est pourtant une obligation, qui paraît certes toute théorique, le gouvernement ayant renoncé à infliger des amendes aux contrevenants il y a un an déjà. Mais face à la remontée des cas, le gouvernement a décidé de réimposer le port du masque depuis le 1^{er} octobre. Le premier ministre Nikol Pachinian a indiqué que la mesure permettra aux autorités de veiller plus facilement au respect du port du masque dans les transports en communs, les commerces et autres lieux fermés. Pourtant, dans le centre de Erevan comme dans les faubourgs de la capitale, les habitants masqués étaient encore une minorité. Et le message a été moins entendu encore dans les provinces, dont les habitants n’ont jamais pris le masque au sérieux ni jugé utile de le porter, depuis le début de la pandémie, il y a bientôt deux ans. Dans les rues de Erevan, on ne notait pas non plus une mobilisation particulière de forces de police censées faire la chasse aux

contrevenants et les verbaliser, conformément à la nouvelle loi en vigueur. Comme au tout début de la pandémie, des voix se sont élevées pour douter de l'efficacité de telles mesures en l'absence d'un dispositif en vue de les faire appliquer et de faire respecter les règles de distanciation sociale dans les lieux publics. Les bars, restaurants et autres lieux de loisir et de culture sont réouverts au public depuis l'été 2020 sans satisfaire pleinement aux critères sanitaires requis. De même, les autorités se sont gardées d'interdire ou même de limiter les événements festifs et culturel attirant des foules nombreuses au cours des derniers mois. Davit Melik-Nubarian, un expert de la santé publique, a estimé que le gouvernement devrait réduire les heures d'ouverture des lieux de loisir et envisager la mise en œuvre d'un passe sanitaire pour en limiter l'accès aux personnes vaccinées contre le coronavirus. Le ministère arménien de la santé a enregistré 55 nouveaux décès imputés au coronavirus dimanche 31 octobre, portant le bilan total des morts dus à la pandémie à 6 379 dans un pays qui compte un peu moins de 3 millions d'habitants. Et encore faut-il ajouter à ce chiffre les 1 300 autres personnes décédées de pathologies diverses mais infectées par le covid-19. N.Pachinian avait clairement exclu jeudi dernier l'éventualité d'un nouveau confinement du pays, préférant plutôt miser sur la vaccination, dont il s'emploie à accélérer le cours, toujours très lent à ce jour, et sur le respect des gestes barrières et autres mesures prophylactiques, à commencer par le port du masque. Mais près de sept mois après le lancement de la campagne de vaccination, moins de 10 % de la population de l'Arménie est entièrement vaccinée contre le coronavirus, soit le taux le plus bas de l'Europe élargie. Les vaccinations se sont pourtant accélérées depuis le mois d'octobre sous l'effet des pressions des autorités, qui imposent à tous les employés des secteurs publics et privés de se faire vacciner, ou sinon de se faire tester deux fois par mois à leurs frais. Ce coup d'accélérateur ne semble pourtant pas suffire, es plaintes s'accumulant concernant les failles dans le processus de vaccination, qui est essentiellement géré par les polycliniques publiques à l'échelle nationale. Les risques sanitaires liés à cette campagne mal organisée ne sont pas de nature non plus à encourager les citoyens. Ainsi Gohar Abrahamian, une habitante de Erevan interrogée par RFE/RL, craint d'avoir contracté le coronavirus en patientant dans la longue file d'attente avant de se faire vacciner en fin de semaine. G.Abrahamian précise qu'elle a d'abord dû attendre à l'entrée de la policlinique avec une quarantaine de personnes, dont certaines présentaient de possibles symptômes du COVID-19 et qu'elle a demandé à consulter un médecin. Mais une fois qu'elle s'est trouvée dans l'enceinte de l'établissement, elle a dû patienter

dans une file d'attente plus longue encore de candidats aux vaccins, entassés dans un étroit corridor conduisant à une unique salle de vaccination, où elle épiait les gestes de ses voisins éventuellement porteurs de virus. « De quelle distanciation sociale parle-t-on ? », s'interroge l'habitante d'Erevan manifestement peu rassurée après sa première dose de vaccin.

3.Le Courrier d'Erevan

2 novembre 2021

[Les ministres arménien et russe des Affaires étrangères discutent des développements régionaux \(courrier.am\)](#)

Les ministres arménien et russe des Affaires étrangères discutent des développements régionaux

Ararat Mirzoyan, ministre arménien des Affaires étrangères, a eu une conversation téléphonique avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov, selon le site officiel du MAE d'Arménie.

Les ministres ont discuté des questions liées à la mise en œuvre des accords conclus par les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie le 9 novembre 2020 et le 11 janvier 2021, en amont du premier anniversaire de la signature d'un document trilatéral sur le cessez-le-feu total. Une attention particulière a été accordée à la résolution des questions humanitaires urgentes - retour des détenus, fourniture de cartes des champs de mines, protection du patrimoine culturel et religieux.

Les deux ministres ont échangé leurs points de vue sur la baisse des tensions à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le déblocage de tous les transports et des liens économiques dans le Sud-Caucase, et la création d'une atmosphère favorable à la coopération régionale.

L'importance de la poursuite des efforts visant à un règlement politico-diplomatique des incidents frontaliers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a été ainsi soulignée. Les parties ont abordé les aspects actuels de la coopération arméno-russe, en tenant compte des contacts bilatéraux à venir à différents niveaux.

Les ministres des Affaires étrangères arménien et russe ont noté le développement progressif de la coopération entre les deux pays. Ils ont également discuté de diverses questions internationales et régionales.

4.Le Courrier d'Erevan

1 novembre 2021

À partir du 1er novembre, le port du masque est obligatoire dans tous les espaces publics en Arménie

Selon une modification de l'arrêté du ministre de la Santé n° 23-N du 11 septembre 2020, dans le but de réduire le risque de propagation du coronavirus, le port du masque est obligatoire à la sortie des zones résidentielles dans les lieux publics, y compris ouverts, à partir du 1er novembre 2021.

Conditions de non port du masque dans les lieux publics ouverts en dehors de la zone d'habitation :

- Âge : 0-5 ans ;
- Diriger les participants à l'événement (à l'exclusion des journalistes et du personnel de service) lors des cérémonies présidées par le Président de la République d'Arménie, le Catholikos de tous les Arméniens, le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président de la Cour constitutionnelle et le Président du Conseil judiciaire suprême ;

- Maladie respiratoire chronique : asthme, bronchopneumopathie chronique obstructive, emphysème ou bronchite - insuffisance respiratoire grave, insuffisance cardiaque chronique si ces personnes disposent d'un document attestant de la maladie respective.
- Activité physique ou vélo;
- Dans les lieux désignés pour les loisirs de plein air, les zones de loisirs - plages, montagnes, forêts - les zones de plein air similaires, mais pas dans les parcs, les parcs urbains, les jardins botaniques et zoologiques, les visites de sites historiques et culturels, les pèlerinages, les activités de groupe, les activités individuelles, la participation à des randonnées, les excursions, les autres activités de nature similaire;
- Au présentateur (seul) dans la cabine de télévision pendant la diffusion des programmes de télévision;
- Interprétation en langue des signes pendant les émissions de télévision;
- La surdité (personnes atteintes de surdité qui perçoivent la parole en suivant les mouvements de lèvres);
- Troubles mentaux et comportementaux;
- Troubles cognitifs;
- Traumatisme facial ou traumatisme oral;
- Fumer, boire et manger.

5. Les Nouvelles d'Arménie

2 novembre 2021

La Bulgarie envoie 350 militaires à sa frontière avec la Turquie

La Bulgarie a envoyé lundi 350 militaires à sa frontière avec la Turquie en soutien à la police en raison d'une pression migratoire en hausse, a annoncé le ministre de la Défense Gueorgui Panayotov.

« Il y a depuis ce lundi des militaires à la frontière bulgare-turque pour soutenir la police frontalière. 350 personnes avec quelques 40 unités d'équipement ont été envoyées », a-t-il déclaré dans une interview à la télévision bTV.

Plus de 6.500 personnes entrées illégalement, notamment originaires d'Afghanistan, ont été arrêtées de janvier à septembre en Bulgarie, soit plus de trois fois plus que pendant la même période en 2020, selon le ministère de l'Intérieur.

La Bulgarie se situe à la frontière terrestre extérieure de l'Union européenne (UE), sur la voie de ceux qui veulent gagner l'Europe. Une clôture en barbelés, endommagée par endroits, couvre la frontière bulgare-turque sur 259 km.

Le parlement avait décidé en août de l'envoi de 400 à 700 militaires aux frontières de la Bulgarie avec la Turquie et la Grèce pour aider notamment à la construction de barrières.

Membre le plus pauvre de l'UE, la Bulgarie n'a jamais accueilli de demandeurs d'asile en grand nombre, la plupart repartant avant même d'obtenir une réponse concernant leur statut de réfugié.

Sofia, 1 nov 2021 (AFP) -

6. Les Nouvelles d'Arménie

2 novembre 2021

L'Azerbaïdjan s'intéresse aux chasseurs JF-17 Thunder du Pakistan

L'Azerbaïdjan serait intéressé pour l'acquisition de chasseurs JF-17 Thunder du Pakistan a déclaré Mehman Novrouzov l'attaché militaire de l'ambassade azérie à Islamabad. Information reprise par l'agence russe Interfax. M. Novrouzov a affirmé que les forces armées aériennes d'Azerbaïdjan travaillent avec le Pakistan pour la rénovation des appareils militaires. Le JF Thunder est le résultat d'une production chino-pakistanaise. Chaque appareil JF-17 coûte près de 25 millions de dollars. Rappelons que le Pakistan s'est engagé aux côtés de l'Azerbaïdjan lors de l'agression de l'Artsakh et de la guerre de 44 jours.

7.AFP

31 octobre 2021

BIDEN ET ERDOGAN SE PROMETTENT A ROME DE MIEUX COOPÉRER

Le président américain Joe Biden et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan se sont promis dimanche à Rome de mieux coopérer pour améliorer des relations particulièrement tendues, selon Ankara et la Maison Blanche.

En marge du G20 à Rome, les deux hommes "ont eu une conversation très constructive. (Biden) a exprimé clairement son désir d'avoir des relations constructives avec la Turquie et de trouver une manière efficace de gérer nos différends", a dit un responsable de la Maison Blanche, sous couvert d'anonymat, à des journalistes.

La réunion "s'est déroulée dans une ambiance positive" et les deux hommes "se sont engagés à renforcer les relations (bilatérales) et à établir un mécanisme commun" à cet effet, a de son côté fait savoir la présidence turque.

Ils ont, selon cette même source, "souligné l'importance de l'Otan".

Les relations sont actuellement tendues entre Washington et Ankara, notamment en raison de l'acquisition par la Turquie d'un système de défense russe malgré son appartenance à l'Otan.

Le président turc vient par ailleurs de renoncer à expulser dix ambassadeurs occidentaux, dont celui des Etats-Unis, qui s'étaient mobilisés en faveur de la libération du philanthrope et mécène Osman Kavala, considéré comme un symbole de la répression en Turquie contre la société civile.

A propos de l'avion de combat américain F-16, sujet contentieux, "le président (américain) a dit clairement qu'il y avait une procédure à suivre" aux Etats-Unis, selon la source au sein de son administration.

Selon la presse turque, M. Erdogan veut obtenir 40 avions de combat F-16 et quelque 80 kits de modernisation de cet appareil vieillissant.

"Nos ministres de la Défense suivent de près le processus", a commenté le président turc lors d'une conférence de presse. "J'ai vu l'approche positive de M. Biden sur ce dossier, mais une autre dimension de ce dossier réside au Sénat et la Chambre des représentants", les deux chambres du Congrès américain dont le feu vert est indispensable.

"J'ai dit (à M. Biden): +Vous avez de l'influence sur les deux côtés et nous attendons de vous l'attention nécessaire+", a-t-il précisé.

Ankara est aussi en froid avec Washington sur la question de missiles russes S-400 achetés par la Turquie, mais également celle de contrats d'avions de chasse américains F-35 payés (1,4 milliard de dollars) et non livrés.

La demande concernant les F-16 est vue côté turc comme une compensation.

Joe Biden "a toujours dit clairement que les S-400 étaient un problème", selon le haut responsable américain.

Il a indiqué que les deux présidents avaient aussi parlé de l'Afghanistan, sur lequel les deux pays veulent "continuer à coopérer" en particulier pour l'aide humanitaire, et de la Syrie, en particulier de la question des réfugiés.

A propos de la Syrie, M. Erdogan a dit avoir lors de cette entrevue "exprimé sa tristesse concernant le soutien américain aux organisations terroristes PPK-PYD et YPG", les Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde en Syrie, considérée par Ankara comme l'extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Nous avons dit qu'il s'agissait d'actions qui porteraient atteinte à notre solidarité", a-t-il affirmé.

Selon la Maison Blanche, Joe Biden a aussi lors de l'entretien "soulevé la question des droits humains".

8.Les Nouvelles d'Arménie

1 novembre 2021

Erdogan : « Nous avons renoncé à nous rendre à Glasgow, nos demandes n'ayant pas été satisfaites »

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré que les exigences de la Turquie concernant les normes du protocole de sécurité n'ayant pas été satisfaites, ils ont renoncé à se rendre à Glasgow, en Écosse, où se déroule la 26^e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26).

« Cette question ne concerne pas uniquement notre propre sécurité, mais également le prestige de notre pays », a-t-il relevé.

Le président turc a répondu aux questions des journalistes dans l'avion à son retour de Rome, où il s'est rendu pour assister au sommet des dirigeants du G20.

Il a précisé que des discussions ont eu lieu (avec le président américain Joe Biden à Rome) concernant la livraison d'avions de combat F-16.

« Je n'ai constaté aucune approche négative de leur part. Nous espérons conclure ce dossier sensible qui concerne nos relations. En plus de notre coopération sur l'Afghanistan, la Syrie, la Libye et la Méditerranée orientale, nous avons décidé de renforcer nos relations économiques », a-t-il poursuivi.

Erdogan s'est également exprimé concernant l'opération transfrontalière contre les organisations terroristes.

« Evidemment, ces opérations sont organisées quand il le faut. Il n'est pas question d'hésiter. Nous ferons le nécessaire face à l'organisation terroriste PKK/PYD/YPG. Nous ne ferons aucun compromis là-dessus non plus. », a-t-il indiqué.

Le président a été interrogé sur l'absence de la Turquie à Glasgow.

« Nous avons demandé certaines normes de protocole de sécurité pour le sommet des dirigeants des Nations unies sur le changement climatique à

Glasgow. Il s'agit des normes de protocole appliquées lors de toutes nos visites internationales, à nous et à tous les dirigeants du monde. Cependant, on nous a dit au dernier moment que nos demandes ne pourraient être satisfaites. Nous avons appris plus tard que ces demandes ont été exceptionnellement acceptées pour un autre pays », a-t-il expliqué.

Il a relevé que ce comportement n'était pas conforme aux pratiques diplomatiques.

« Nous ne pouvions pas accepter cela. Nos départements concernés ont poursuivi leurs discussions en affichant une position claire. Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, s'est également occupé du processus. Il a déclaré, dans un premier temps, que le problème avait été résolu. Toutefois, il nous a annoncé au dernier moment que la partie écossaise causait des difficultés. Nos demandes n'ayant pas été satisfaites, nous avons renoncé de nous rendre à Glasgow. En fin de compte, il ne s'agissait pas seulement de notre propre sécurité, mais aussi du prestige de notre pays. Nous sommes responsables de protéger le prestige de notre nation. Nous avons ainsi démontré une nouvelle fois que nous ne pouvons établir un monde plus juste sans une approche égalitaire », a-t-il conclu.

9.Les Nouvelles d'Arménie

1 novembre 2021

Le ministre arménien de l'administration territoriale et des infrastructures prévoit de se rendre en Iran



Le ministre de l'Administration territoriale et des Infrastructures Gnel Sanosyan a reçu aujourd'hui, l'ambassadeur d'Iran en Arménie Abbas Badakhshan Zohouri, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Le ministre a souhaité la bienvenue à l'ambassadeur et a souligné les relations de partenariat fiables entre l'Arménie et l'Iran, ainsi que la coopération bilatérale dans différents secteurs, déclarant que les deux pays ont un grand agenda de relations bilatérales.

Dans ses remarques, l'ambassadeur iranien a déclaré qu'il existe une bonne coopération avec le ministère arménien de l'administration territoriale et des infrastructures, se disant confiant qu'elle se poursuivra également à l'avenir. Il a déclaré que les liens historiques et culturels profonds entre l'Arménie et l'Iran contribuent au développement des relations bilatérales dans diverses directions.

La rencontre a également porté sur les développements régionaux. L'ambassadeur a souligné la situation dans la région et a déclaré que la région de Syunik est également importante pour eux et a informé que des visites mutuelles de diverses délégations sont attendues prochainement, qui pourront prendre part à différents programmes mis en œuvre dans la région.

Le ministre a attaché de l'importance au rôle des infrastructures à Syunik, indiquant que des travaux de construction de routes sont en cours dans la région.

Les responsables ont également échangé des idées sur les perspectives d'expansion de la coopération au sein de l'Union économique eurasienne, ainsi que sur l'entrée de l'Iran sur le marché de l'UEE via l'Arménie en tant que membre de l'Union.

Certains détails de la prochaine visite du ministre Sanosyan en Iran ont également été discutés.

EREVAN, 1ER NOVEMBRE, ARMENPRESS

10.Les Nouvelles d'Arménie

2 novembre 2021

La nouvelle Ambassadrice de France en Arménie a accordé une interview à l'agence de presse ARMENPRESS



La nouvelle Ambassadrice de France en Arménie, M^{me} Anne Louyot espère que le groupe de Minsk de l'OSCE contribuera à une stabilité durable dans le conflit du Haut-Karabagh. L'Ambassadrice note que la France attache de l'importance à la prise de mesures humanitaires et au retour des prisonniers Arméniens détenus en Azerbaïdjan.

M^{me} Anne Louyot a accordé une interview à ARMENPRESS sur ces sujets.

M^{me} Louyot, vous avez récemment pris vos fonctions en Arménie. Quelles sont vos impressions de notre pays et dans quelles directions travaillerez-vous pendant votre mission ?

- Merci à ARMENPRESS pour cette invitation à accorder une interview. Bien sûr, cette nomination en Arménie est un grand bonheur et un honneur pour moi, car l'Arménie est le grand ami de la France en général et dans la région en particulier. Dès ma nomination et de mon arrivée, j'ai pu constater le haut niveau des relations bilatérales par l'accueil chaleureux qui m'a été réservé. Et je suis déterminée à approfondir encore les relations arméno-françaises

L'Arménie et la France coopèrent dans différents domaines. Quels sont les projets réussis que vous pouvez souligner et quels nouveaux programmes de coopération bilatérale sont attendus dans un avenir proche ? En tant qu'Ambassadrice, comment voyez-vous votre activité pour approfondir les relations bilatérales et la coopération dans différents domaines ?

L'année dernière, après la période difficile que l'Arménie a traversée, l'activité de la France s'est reflétée dans les programmes à caractère humanitaire. Il y avait huit programmes d'aide d'urgence pour la population la plus touchée par les combats. Comme vous le savez, le Président français Emmanuel Macron a exprimé sa solidarité avec le peuple arménien. Et la France, la nation française, s'est mobilisée pour aider l'Arménie. Des programmes ont été mis en œuvre à la fois avec différentes associations, organisations, collectivités locales, ainsi qu'au niveau de l'État. Maintenant mon objectif s'est d'aller plus loin, de mettre en place des programmes de coopération à plus long terme avec les autorités arméniennes. Lors de mon entretien avec le Premier ministre Nikol Pashinyan, celui-ci a déclaré que le développement économique était une priorité pour l'Arménie, afin de consolider le pays et d'assurer l'avenir de la jeunesse

arménienne. C'est aussi le souhait de la France, et nos gouvernements travaillent ensemble afin de mettre en place des projets ambitieux de coopération dans le secteur économique, tant au niveau bilatéral que dans le cadre de l'UE. Vous savez que de très importantes entreprises françaises, telles que Veolia, Carfour, Amundi et Perno-Ricard, sont présentes en Arménie. L'objectif s'est de développer la coopération économique, les investissements, d'avoir des programmes de coopération dans les domaines du développement durable, des technologies vertes et des hautes technologies. Par exemple, l'eau, le traitement des déchets sont des domaines où la France peut partager son expérience. Un autre domaine important est celui de la santé. Il est d'autant plus important que les cas de coronavirus sont en augmentation en Arménie. Le président français s'est engagé à fournir des vaccins à l'Arménie. Mais il y a aussi d'autres programmes de santé autour desquels nous voulons approfondir notre coopération. Il y a déjà une coopération très active entre les hôpitaux, on parle des hôpitaux de Paris et de Lyon qui coopèrent avec les hôpitaux arméniens. Nous voulons que cette coopération dure. Nous sommes en contact avec le ministère arménien de la santé à ce sujet. Cette coopération se traduira notamment par des programmes éducatifs dans des domaines spécifiques de la santé, en fonction des demandes que nous avons reçues de nos amis arméniens. Je voudrais souligner ces deux domaines, qui constituent des orientations très importantes de notre coopération bilatérale. L'autre est le domaine de l'éducation, qui est également une priorité pour le gouvernement de la République d'Arménie. Nous avons déjà des programmes réussis dans le domaine de l'éducation. L'Université française, le Centre de formation professionnelle franco-arménien, le Lycée éducatif Anatole France et l'Alliance Frances. Nous voulons avoir de nouveaux programmes de coopération dans le domaine de l'éducation également. En coopérant avec nos partenaires arméniens dans le cadre de ces différents programmes, nous voulons promouvoir la diffusion de la langue française en Arménie. Il ne faut pas oublier que l'Arménie est membre de l'Organisation internationale de la Francophonie. Bien entendu, il existe également de nombreux autres domaines dans lesquels nous souhaitons développer notre coopération. Mais je voudrais maintenant parler de la coopération dans le domaine du patrimoine culturel. La coopération dans ce domaine peut se manifester de deux manières : d'une part, des programmes éducatifs et des formations pour les spécialistes de la préservation du patrimoine, et d'autre part, la restauration du patrimoine culturel arménien. Ce sont les principaux domaines dans lesquels je souhaite renforcer encore la coopération arméno-française.

Madame l'Ambassadrice, vous avez évoqué le don de vaccins à l'Arménie annoncé par le président Emmanuel Macron. De quels vaccins s'agit-il ? Quand seront-ils envoyés en Arménie ? En août 2021, le Président Emmanuel Macron a annoncé le don de 20 000 doses de vaccins.

Nous parlons des vaccins de Moderna ou de Pfizer. Dès que nous connaissons la date de livraison, nous vous en ferons part, bien entendu. Nous avons déjà envoyé 50 000 autres vaccins de France en Arménie dans le cadre de ce projet. Le deuxième envoi est en préparation. . On ne sait pas encore combien de doses il y aura, mais on parle d'une quantité assez importante.

La France est un pays coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE, et vous êtes la représentante de ce pays coprésident en Arménie. Un an s'est écoulé depuis la guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabagh, mais Bakou refuse toujours de restituer tous les prisonniers de guerre et les captifs civils Arméniens, malgré les engagements pris par la déclaration trilatérale du 9 novembre. Quel rôle la France peut-elle jouer dans ce dossier en tant que pays coprésident, pour forcer l'Azerbaïdjan à restituer les captifs ? Selon vous, quelles actions le Groupe de Minsk de l'OSCE et la communauté internationale doivent-ils entreprendre dans ce domaine ?

Bien sûr, je connais cette situation douloureuse. Et bien sûr, la France fait partie des pays qui veulent prendre des mesures humanitaires, réduire les tensions et libérer les prisonniers. Ce n'est pas moi ou mes collègues, ce n'est pas l'ambassadeur de France en Azerbaïdjan, mais un autre ambassadeur qui est le co-président français du groupe de Minsk, qui travaille sur la question. Nous sommes heureux que le Premier ministre Nikol Pashinyan et le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan aient réaffirmé l'importance du rôle du Groupe de Minsk dans la résolution de cette situation. Nous sommes heureux que les ministres des Affaires étrangères des deux pays se soient rencontrés à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Et le Groupe de Minsk travaille avec les parties afin de prendre de nouvelles mesures dans ce processus de dialogue . En tant qu'Ambassadrice de France en Arménie, je souhaite naturellement que le Groupe de Minsk aide les parties à progresser dans la stabilisation de la situation.

Madame l'Ambassadrice , dans une de vos interviews, vous avez mentionné que la France travaillait avec la Russie et les Etats-Unis en vue de la signature d'un

accord durable sur le Karabakh. Pouvez-vous préciser de quel type d'accord il s'agit ?

Peut-être que je ne me suis pas exprimé très clairement cette fois-là. Je parlais, bien sûr, des efforts des coprésidents du groupe de Minsk et des pays coprésidents pour accompagner les parties dans le processus de règlement.

Mais un document concret est-il en cours de préparation ?

Je vais citer les déclarations des coprésidents du Groupe de Minsk. Le rôle du Groupe de Minsk est d'accompagner les parties dans le processus de règlement durable. Le Groupe de Minsk ne rédige aucun document par lui-même, il s'agit d'accompagner et d'aider les parties afin de trouver des solutions de stabilisation durables pour la situation dans la région.

L'Azerbaïdjan prétend que le conflit du Haut-Karabakh a été résolu, alors que le statut du Karabakh, la question du droit à l'autodétermination du peuple de l'Artsakh ne sont toujours pas résolus. Ainsi, l'Arménie affirme que le conflit n'est pas résolu. Quelle est la position de la France sur cette question ?

Je voudrais préciser encore une fois que je ne suis pas la représentante, la coprésidente de la France dans le groupe de Minsk. Et donc, ce ne sont pas des sujets sur lesquels j'ai une autorité directe. La seule chose que je peux dire, c'est que je suis parfaitement conscient et je comprends l'impact de cette situation sur le peuple arménien. J'espère que tous les efforts diplomatiques déployés donneront bientôt des résultats.

Madame l'Ambassadrice, comme vous l'avez dit, vous n'êtes pas la représentante du Groupe de Minsk et ne traitez pas directement de cette question, mais je voudrais adresser ma dernière question sur ce sujet. Jusqu'à aujourd'hui, les incidents provoqués par l'Azerbaïdjan empêchent de commencer les travaux de démarcation et de délimitation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise. Quelle est votre évaluation de ce comportement de la partie azerbaïdjanaise et comment envisagez-vous la solution de ce problème ?

Bien sûr, la France pense qu'il est important de réaliser la démarcation et la délimitation de la frontière. Et nous, ainsi que la communauté internationale, appelons à ce que ces processus se déroulent de manière pacifique. Il est évident que l'établissement d'un contexte pacifique permettra de conduire plus

rapidement les travaux de démarcation et de délimitation. Et bien sûr, c'est mon souhait en la matière.

Des informations antérieures se répandaient selon lesquelles le Président français Emmanuel Macron effectuerait une visite en Arménie. Quels détails pouvez-vous fournir ? Une visite présidentielle en Arménie est-elle prévue à l'avenir ou non ?

Le Président sera très heureux de se rendre en Arménie. Comme il l'a déclaré à plusieurs reprises, il a de grands liens avec l'Arménie et les Arméniens. Il a l'intention de se rendre en Arménie, mais pour l'instant les dates ne sont pas connues.

Madame l'Ambassadeur, de quoi voulez-vous parler, que je ne vous ai peut-être pas demandé ?

Nous avons déjà parlé du sujet que je voulais aborder. Il s'agit de notre coopération à long terme. En 2022, nous célébrerons les 30 ans de nos relations diplomatiques. Et c'est une très bonne occasion d'approfondir nos relations, de les élever à un nouveau niveau. Nous devrions travailler ensemble dans cette direction.

EREVAN, 2 NOVEMBRE, ARMENPRESS.

11. Forbes USA

2 novembre 2021

[Here's Why Armenia Is Emerging As The Next Food And Wine Travel Destination \(forbes.com\)](https://www.forbes.com)

Here's Why Armenia Is Emerging As The Next Food And Wine Travel

Destination



Noravank, the "new monastery" in Armenia

“My life is different because of Armenia,” said Veronica Joy Rogov as she welcomed guests to the final dinner of an audacious project at an audacious restaurant in Armenia. We had flown from all over the world to this small mountain village an hour outside the capital, Yerevan, to discover something new, to let ourselves be surprised and perhaps to be part of the beginning of something wonderful.

Rogov, a hospitality and wine consultant for Michelin-star restaurants, had flown in from the U.S., along with chef Mads Refslund—a cofounder of the original, wildly influential Noma in Copenhagen—and a team of other restaurant geniuses. They immersed themselves in all things Armenian for a month, learning traditional recipes and meeting purveyors, and then worked with the staff at the

new [Tsaghkunk Restaurant](#) to create and serve a series of unforgettable dinners.

Their mission—along with providing a whole lot of pleasure to diners who made the journey—was to help one of the oldest countries in the world develop its future contemporary culinary language. That meant a thorough exploration of this unique but forgotten (or misunderstood) land at the crossroads between Europe, Asia and the Middle East, and then a deep sharing of knowledge.

